

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Arménie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et consulaires, signé à Bruxelles le 4 décembre 2018

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales

Après délibération,

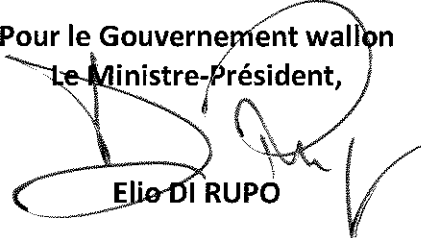
ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Arménie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 4 décembre 2018, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

Pour le Gouvernement wallon
Le Ministre-Président,

Elie DI RUPO

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Arménie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 4 décembre 2018

EXPOSE DES MOTIFS

A. Contexte et objet de l'Accord

L'objet du présent accord soumis à l'approbation du Parlement est la facilitation de l'exercice d'une activité rémunérée (profession salariée ou indépendante) pour les membres de la famille à charge des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires arméniens affectés en Belgique et, sur base de réciprocité, pour les membres du personnel des (futurs) missions diplomatiques et postes consulaires belges en Arménie. Il a été signé à Bruxelles le 4 décembre 2018.

Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'État d'envoi dans l'État d'accueil ainsi que le statut des membres de la famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) et sur les relations consulaires (1963). La plupart des États, dont la Belgique et l'Arménie, sont parties à ces conventions.

Ces conventions prévoient un certain nombre de privilèges et d'immunités au bénéfice des membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi que des membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage (partenaire légal, conjoint(e) et enfants à charge).

Lesdites conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'État d'accueil une activité rémunérée. Néanmoins, leur statut ainsi que les privilèges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession.

Dans la plupart des États, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité. Conscient de cette problématique, le Conseil de l'Europe, a adopté une recommandation sur un modèle d'accord bilatéral ayant pour objectif de permettre aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire l'exercice d'une activité rémunérée.

Dans le cadre de la politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, la Belgique a décidé de proposer à un certain nombre de pays la négociation d'accords bilatéraux de réciprocité visant entre autres à permettre au partenaire d'agents diplomatiques et consulaires d'effectuer un travail rémunéré.

B. Commentaires des articles du Traité

Préambule :

Le préambule expose la volonté des parties de faciliter par cet accord l'exercice d'activités rémunérées par les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires dans l'Etat d'accueil, tels que définis dans les définitions de l'accord.

Article 1^{er} : Champ d'application

L'article 1^{er} précise le champ d'application et rappelle la condition de réciprocité de l'application. L'Accord a pour objet d'autoriser, sur base de réciprocité, les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires à exercer une activité rémunérée.

Article 2 : Définitions

L'article 2 définit les personnes visées par cet accord. L'Accord bénéficie au conjoint ou à la conjointe ou à la personne accompagnée d'un membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire reconnu comme tel par l'Etat d'accueil. Il bénéficie également aux enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans à charge d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire. Par « membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire », on entend les membres de la mission diplomatique, du poste consulaire ou de la mission permanente auprès d'une organisation internationale dont le siège se trouve dans l'Etat d'accueil, tel que défini à l'Article 1^{er} des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) et sur les relations consulaires (1963).

Article 3 : Autorisation

L'article 3 rappelle que l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est donnée par les autorités de l'Etat d'accueil conformément aux dispositions légales en vigueur dans ledit Etat et conformément aux dispositions de l'Accord. L'autorisation, qui ne concerne pas les ressortissants de l'Etat d'accueil ni les résidents permanents sur son territoire, produit ses effets durant la période d'affectation du membre du personnel auprès de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'Etat d'envoi sur le territoire de l'Etat d'accueil, et cesse au terme de cette affectation. Sauf si l'Etat en décide autrement, l'autorisation cesse également quand le bénéficiaire ne fait plus partie du ménage du membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire.

Article 4 : Procédures

L'article 4 établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité rémunérée. Les demandes doivent être introduites par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par la voie diplomatique. L'accord prévoit que les procédures soient suivies avec diligence de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité rémunérée dans les meilleurs délais. L'autorisation obtenue n'exempte pas le bénéficiaire de satisfaire les exigences usuelles ou réglementaires relatives aux caractéristiques personnelles, qualités professionnelles ou autres que l'intéressé doit justifier pour l'exercice de son activité rémunérée.

Article 5 : Privilèges et immunités

L'article 5 concerne les privilèges et immunités en matière civile et administrative. Il tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité rémunérée ne jouissent pas d'immunité de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument internationale applicable) pour les actes découlant de l'exercice de l'activité rémunérée et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil.

Article 6 : Immunité en matière pénale

L'article 6 concerne l'immunité en matière pénale. Il prévoit la levée de cette catégorie d'immunité par l'Etat d'envoi pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans des cas particuliers lorsque l'Etat d'envoi estime que cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts. Cette levée d'immunité de juridiction pénale ne s'étend pas à la levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire. Concernant cette dernière catégorie, une levée spécifique sera requise. Dans le cas d'une telle demande spécifique, l'Etat d'envoi examinera de manière approfondie la requête de l'Etat d'accueil.

Article 7 : Régime fiscal et de sécurité sociale

L'article 7 précise que, conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées ou en vertu de tout autre instrument international applicable, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

Article 8 : Modifications et ajouts

L'article 8 précise que des modifications et ajouts à l'accord peuvent être apportés à tout moment par un accord écrit entre les parties. Ceux-ci entreront en vigueur selon les modalités prévues à l'article 11.

Article 9 : Règlement des différends

L'article 9 traite du règlement des différends et établit que tout différend sur l'interprétation ou l'application de l'Accord sera résolu par la voie de consultations et de négociations entre les parties.

Article 10 : Durée et dénonciation

L'article 10 précise que l'Accord restera en vigueur pour une période indéfinie. Chacune des parties pourra y mettre fin à tout moment moyennant un préavis de 6 mois adressé par écrit à l'autre partie.

Article 11 : Entrée en vigueur

L'article 11 prévoit que l'Accord entrera en vigueur le 1^{er} jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification de l'accomplissement des procédures internes requises par la voie diplomatique.

C. Nature du Traité sur le plan interne

Le caractère mixte (État fédéral/Régions et Communauté germanophone) a été établi par le Groupe de travail « Traités mixtes » (G.T.T.M) le 11.02.2016.

D. Commentaires des articles du décret d'assentiment**Article unique**

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Arménie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et consulaires, signé à Bruxelles le 4 décembre 2018

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Arménie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 4 décembre 2018, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

**Pour le Gouvernement wallon
Le Ministre-Président,**

Elio DI RUPO

OVEREENKOMST

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

DE REPUBLIEK ARMENIË

INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN

DOOR GEZINSLEDEN VAN HET PERSONEEL

VAN DE DIPLOMATIEKE MISSIES EN CONSULAIRE POSTEN

**OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK ARMENIË
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR GEZINSLEDEN VAN HET PERSONEEL
VAN DE DIPLOMATIEKE MISSIES EN CONSULAIRE POSTEN**

HET KONINKRIJK BELGIË, VERTEGENWOORDIGD DOOR:

**DE FEDERALE REGERING,
DE VLAAMSE REGERING,
DE WAALSE REGERING,
DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING,
DE REGERING VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP,**

EN

DE REPUBLIEK ARMENIË, VERTEGENWOORDIGD DOOR :

DE REGERING VAN DE REPUBLIEK ARMENIË,

HIERNA "DE PARTIJEN" GENOEMD,

GELEID door de wens de tewerkstellingsmogelijkheden voor gezinsleden van het personeel van hun diplomatieke zendingen en consulaire posten te vergemakkelijken,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1

TOEPASSINGSGEBIED VAN DE OVEREENKOMST

Op basis van wederkerigheid, de gangbare normen en beginselen van internationaal recht en de nationale wetgeving van hun Staten, komen de Partijen overeen bepaalde gezinsleden van het personeel van de diplomatieke zendingen en consulaire posten van de Zendstaat toestemming te verlenen om betaalde werkzaamheden te verrichten op het grondgebied van de Ontvangende Staat.

ARTIKEL 2

BEGRIPSOMSCHRIJVINGEN

Voor de toepassing van deze Overeenkomst wordt verstaan onder:

1. "Personeel van de diplomatieke zending of van de consulaire post": de personeelsleden die zijn tewerkgesteld bij de diplomatieke zending, de consulaire post of de permanente vertegenwoordiging bij een internationale instelling met zetel in de Ontvangende Staat, zoals bepaald in artikel 1 van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek (1961) en consulaire verkeer (1963), hierna de Verdragen van Wenen,
2. "Gezinslid":
 - a) de echtgeno(o)t(e) of vergezellende persoon van een personeelslid van de diplomatieke zending of consulaire post die als dusdanig door de Ontvangende Staat wordt erkend
 - b) de ongehuwde kinderen ten laste jonger dan 18 jaar van een diplomatiek of een consulaire ambtenaar.
3. "Betaalde werkzaamheden": elke vorm van bezoldigd werk dat de persoon als zelfstandige dan wel als werknemer verricht.

ARTIKEL 3

TOESTEMMING

1. De toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt verleend door de autoriteiten van de Ontvangende Staat overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde wetgeving en voorschriften en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.
2. Deze toestemming geldt niet voor de ingezetenen van de Ontvangende Staat of de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.
3. Tenzij de Ontvangende Staat anderszins beslist, wordt aan de begunstigden die, na betaalde werkzaamheden te hebben aanvaard, niet langer deel uitmaken van het gezin van het personeel van de diplomatieke zending of van de consulaire post geen toestemming verleend.

4. De toestemming is geldig voor de periode dat het personeel van de diplomatieke zending of de consulaire post van de Zendstaat op het grondgebied van de Ontvangende Staat is aangesteld en vervalt bij de beëindiging van de aanstelling.

ARTIKEL 4

PROCEDURES

1. Elk verzoek om toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt uit naam van de begunstigde door de ambassade van de Zendstaat naar de dienst Protocol van het ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Armenië dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken gestuurd, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België.
2. Nadat is nagegaan of de begunstigde een gezinslid is zoals bedoeld in Artikel 2 en nadat de officiële aanvraag is behandeld, stelt het ministerie van Buitenlandse Zaken van de Ontvangende Staat de ambassade van de Zendstaat ervan in kennis dat het gezinslid betaalde werkzaamheden mag verrichten.
3. De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de begunstigde van de toestemming zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten. Alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.
4. Toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten betekent niet dat de begunstigde wordt vrijgesteld van de vereisten of voorschriften die gewoonlijk van toepassing zijn op persoonlijke eigenschappen en op professionele of andere kwalificaties waarvan de begunstigde het bewijs dient te leveren voor het verrichten van de betaalde werkzaamheden.

ARTIKEL 5

CIVIEL- EN ADMINISTRATIEFRECHTELIJKE VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN

Ingeval de begunstigde van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden in de Ontvangende Staat civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet, overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden en onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangende Staat vallen. De Zendstaat zal afstand doen van de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken met betrekking tot dergelijke handelingen.

ARTIKEL 6

IMMUNITEIT TEN AANZIEN VAN DE RECHTSMACHT IN STRAFZAKEN

Ingeval de begunstigde van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden in de Ontvangende Staat immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken geniet, overeenkomstig de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag:

- a) doet de Zendstaat afstand van de immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken die de begunstigde van de toestemming in de Ontvangende Staat geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden, behalve in bijzondere gevallen wanneer de Zendstaat van mening is dat het doen van afstand in strijd zou kunnen zijn met zijn belangen;
- b) wordt het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendstaat het verzoek van de Ontvangende Staat ernstig in overweging.

ARTIKEL 7

BELASTING- EN SOCIALE ZEKERHEIDSSYSTEMEN

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag zijn de begunstigten van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidssystemen van de Ontvangende Staat ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat.

ARTIKEL 8

WIJZIGINGEN EN AANVULLINGEN

Deze Overeenkomst kan te allen tijde door een schriftelijke overeenkomst tussen de Partijen worden gewijzigd en aangevuld. Een dergelijke overeenkomst treedt in werking overeenkomstig de bepalingen van Artikel 11.

ARTIKEL 9

GESCHILLENBESLECHTING

Geschillen betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst worden via onderling overleg en onderhandelingen tussen de Partijen beslecht.

ARTIKEL 10

DUUR EN BEËINDIGING

Deze Overeenkomst is voor onbepaalde tijd van toepassing. Elke Partij kan deze Overeenkomst te allen tijde opzeggen door de andere Partij hiervan zes maanden op voorhand schriftelijk in kennis te stellen.

ARTIKEL 11

INWERKINGTREDING

Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na de dag van ontvangst van de laatste kennisgeving waarmee langs diplomatieke weg wordt meegedeeld dat aan de interne wettelijke vereisten is voldaan.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel op 4 december 2018, in twee originele exemplaren, elk in de Armeense, de Franse, de Nederlandse en de Engelse taal. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

VOOR DE REPUBLIEK ARMENIË:

**DE FEDERALE REGERING,
DE VLAAMSE REGERING,
DE WAALSE REGERING,
DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE
REGERING,
DE REGERING VAN DE DUITSTALIGE
GEMEENSCHAP,**



**Didier REYNDERS,
Minister van Buitenlandse Zaken
en Europese Zaken**



**Zohrab MNATSAKANYAN,
Minister van Buitenlandse Zaken**

ACCORD

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

SUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS À BUT LUCRATIF

PAR DES MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL

DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES

**ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE
SUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS À BUT LUCRATIF
PAR DES MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES**

LE ROYAUME DE BELGIQUE, REPRESENTÉ PAR:

**LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL,
LE GOUVERNEMENT FLAMAND,
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉGION WALLONNE,
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE,
LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE,**

ET

LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE, REPRÉSENTÉE PAR:

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE,

CI-APRÈS DÉNOMMÉES « LES PARTIES »,

DÉSIREUX d'améliorer les possibilités d'emploi des membres de la famille du personnel de leurs missions diplomatiques et de leurs postes consulaires,

SONT CONVENUS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{ER}

CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD

Sur la base de la réciprocité, des normes et principes établis du droit international et de la législation interne de leurs États, les Parties conviennent d'autoriser l'exercice d'une activité à but lucratif par certains membres de la famille du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires de l'État d'envoi sur le territoire de l'État d'accueil.

ARTICLE 2

DEFINITIONS

Aux fins du présent Accord,

1. « Personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire » désigne les membres de la mission diplomatique, du poste consulaire ou de la mission permanente auprès d'une organisation internationale dont le siège se trouve dans l'État d'accueil, tel que défini à l'article 1^{er} des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) et sur les relations consulaires (1963), ci-après dénommées les Conventions de Vienne,
2. « Membre de la famille » désigne
 - a) le/la conjoint(e) ou la personne accompagnée d'un membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire reconnu comme tel par l'État d'accueil;
 - b) les enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans à charge d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire.
3. « Activité à but lucratif » désigne toute forme d'emploi rémunéré, exercé en qualité d'indépendant ou de salarié.

ARTICLE 3

AUTORISATION

1. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est donnée par les autorités de l'État d'accueil conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans ledit État et conformément aux dispositions du présent Accord.
2. Cette autorisation ne concerne pas les ressortissants de l'État d'accueil ni les résidents permanents sur son territoire.
3. Sauf si l'État d'accueil en décide autrement, l'autorisation ne sera pas accordée aux bénéficiaires qui, après avoir entrepris une activité à but lucratif, cessent de faire partie du ménage du membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire.

4. L'autorisation produit ses effets durant la période d'affectation du membre du personnel auprès de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'État d'envoi sur le territoire de l'État d'accueil, et cesse ses effets au terme de cette affectation.

ARTICLE 4

PROCEDURES

1. Toute demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est envoyée, au nom du bénéficiaire, par l'ambassade de l'État d'envoi à la Direction du Protocole du Ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie ou de la Direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement du Royaume de Belgique, suivant le cas.
2. Après vérification que la personne est un membre de la famille au sens de l'article 2, et après examen de la demande officielle, le Ministère des Affaires étrangères de l'État d'accueil informera l'ambassade de l'État d'envoi que la personne concernée peut exercer l'activité à but lucratif.
3. Les procédures suivies sont appliquées de manière telle que le bénéficiaire de l'autorisation puisse entreprendre une activité à but lucratif dans les meilleurs délais. Toutes les dispositions régissant les permis de travail et autres formalités analogues sont appliquées dans un sens favorable.
4. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif n'entraînera aucune dispense pour le bénéficiaire de satisfaire aux exigences légales ou autres relatives aux caractéristiques personnelles, qualités professionnelles ou autres que l'intéressé doit justifier pour l'exercice de son activité rémunérée.

ARTICLE 5

PRIVILEGES ET IMMUNITES EN MATIERE CIVILE ET ADMINISTRATIVE

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'État d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'applique pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'État d'accueil. L'État d'envoi lèvera l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

ARTICLE 6

IMMUNITE EN MATIERE PENALE

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'État d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne précitées ou de tout autre instrument international applicable:

- a) l'État d'envoi lève l'immunité de juridiction pénale dont jouit le bénéficiaire de l'autorisation à l'égard de l'État d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans des cas particuliers lorsque l'État d'envoi estime que cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts;
- b) cette levée d'immunité de juridiction pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire, immunité pour laquelle une levée spécifique sera requise. Dans le cas d'une telle demande spécifique, l'État d'envoi examinera de manière approfondie la requête de l'État d'accueil.

ARTICLE 7

REGIMES FISCAL ET DE SECURITE SOCIALE

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées ou à tout autre instrument international applicable, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de l'État d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet État.

ARTICLE 8

MODIFICATIONS ET AJOUTS

Le présent Accord peut être modifié et complété à tout moment par un accord écrit entre les Parties. Tout accord de ce type entrera en vigueur selon les modalités prévues à l'Article 11.

ARTICLE 9

REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera résolu par la voie de consultations et de négociations entre les Parties.

ARTICLE 10

DUREE ET DENONCIATION

Le présent Accord restera en vigueur pour une durée indéterminée, chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment moyennant un préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie.

ARTICLE 11

ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification de l'accomplissement des procédures internes requises par la voie diplomatique.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 4 décembre 2018, en deux exemplaires originaux, chacun en langues arménienne, française, néerlandaise et anglaise. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE: POUR LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE:

**LE GOUVERNEMENT FEDERAL,
LE GOUVERNEMENT FLAMAND,
LE GOUVERNEMENT
DE LA REGION WALLONNE,
LE GOUVERNEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE,
LE GOUVERNEMENT DE LA
COMMUNAUTE GERMANOPHONE,**



Didier REYNDERS,
Ministre des Affaires étrangères
et européennes



Zohrab MNATSAKANYAN,
Ministre des Affaires
étrangères

AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE REPUBLIC OF ARMENIA
ON THE GAINFUL OCCUPATION
OF FAMILY MEMBERS OF THE PERSONNEL
OF THE DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS

**AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE REPUBLIC OF ARMENIA
ON THE GAINFUL OCCUPATION
OF FAMILY MEMBERS OF THE PERSONNEL
OF THE DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS**

THE KINGDOM OF BELGIUM, REPRESENTED BY:

**THE FEDERAL GOVERNMENT,
THE FLEMISH GOVERNMENT,
THE GOVERNMENT OF THE WALLOON REGION,
THE GOVERNMENT OF THE BRUSSELS-CAPITAL REGION,
THE GOVERNMENT OF THE GERMAN-SPEAKING COMMUNITY,**

AND

THE REPUBLIC OF ARMENIA, REPRESENTED BY:

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ARMENIA ,

HEREINAFTER REFERRED TO AS „THE PARTIES”,

DESIRING to improve the employment opportunities for family members of the personnel of their diplomatic mission and consular post,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1

SCOPE OF THE AGREEMENT

On the basis of reciprocity, established norms and principles of international law and internal legislation of their States, the Parties agree to authorise a gainful occupation of certain family members of the personnel of the diplomatic mission and consular post from the sending State on the territory of the receiving State.

ARTICLE 2

DEFINITIONS

For the purposes of this Agreement

1. "Personnel of the diplomatic mission or consular post" means the members of the diplomatic mission, the consular post or the permanent mission to an international organisation with seat in the receiving State, as defined in articles 1 of the Vienna Conventions on Diplomatic (1961) and Consular Relations (1963), hereinafter referred to as the Vienna Conventions,
2. "Family member" means
 - a) the spouse or accompanying person of a member of the personnel of the diplomatic mission or consular post recognised as such by the receiving State;
 - b) unmarried dependent children up to eighteen years of a diplomatic agent or of a consular official.
3. "Gainful occupation" means every form of remunerative employment, whether self-employed or as an employee.

ARTICLE 3

AUTHORISATION

1. Authorisation to engage in a gainful occupation is given by the authorities of the receiving State in accordance with the laws and regulations in force in that State and subject to the provisions of this Agreement.
2. Such authorisation does not extend to the nationals of the receiving State or permanent residents in its territory.
3. Unless the receiving State decides otherwise, authorisation shall not be given to those beneficiaries who, having engaged in a gainful occupation, cease to form part of the household of the personnel of the diplomatic mission or consular post.

4. The authorisation shall apply during the period in which the personnel of the diplomatic mission or consular post is assigned to the diplomatic mission or consular post of the sending State in the territory of the receiving State until the conclusion of the term of the assignment.

ARTICLE 4

PROCEDURES

1. All requests for authorisation to engage in a gainful occupation shall be sent, on behalf of the beneficiary, by the Embassy of the sending State to the Office of Protocol in the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Armenia or to the Protocol Division of the Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation of the Kingdom of Belgium accordingly.
2. Upon verification that the person is a family member within the scope of the definitions of Article 2, and processing of the official request, the Embassy of the sending State shall be informed by the Ministry of Foreign Affairs of the Receiving State that the family member is eligible for gainful occupation.
3. The procedures followed shall be applied in a way that enables the beneficiary of the authorisation to engage in a gainful occupation as soon as possible. All requirements relating to work permits and any other similar formalities shall be favourably applied.
4. Authorisation for the beneficiary to engage in a gainful occupation shall not imply exemption from any legal or other requirements relating to personal characteristics, professional or other qualifications that the individual concerned must demonstrate in engaging in a gainful occupation.

ARTICLE 5

CIVIL AND ADMINISTRATIVE PRIVILEGES AND IMMUNITIES

In cases where the beneficiary of the authorisation to engage in a gainful occupation enjoys immunity from the civil and administrative jurisdiction of the receiving State, in accordance with the provisions of the Vienna Conventions or of any other applicable international instrument, such immunity shall not apply in respect of any act carried out in the course of the gainful occupation and falling within the civil or administrative law of the receiving State. The sending State shall waive immunity from execution of any sentence in relation to these matters.

ARTICLE 6

CRIMINAL IMMUNITY

In cases where a beneficiary of the authorisation to engage in a gainful occupation enjoys immunity from the criminal jurisdiction of the receiving State, in accordance with the provisions of the Vienna Conventions or of any other applicable international instrument:

- a) the sending State shall waive the immunity from criminal jurisdiction enjoyed by the beneficiary of the authorisation with regard to the receiving State in respect of any act or omission arising from the gainful occupation, except in special instances where the sending State considers that such a waiver could be contrary to its own interests;
- b) such a waiver of immunity from criminal jurisdiction shall not be construed as extending to immunity from execution of the sentence, for which a specific waiver shall be required. In the case of such a request, the sending State shall give serious consideration to the request of the receiving State.

ARTICLE 7

TAXATION AND SOCIAL SECURITY REGIMES

In accordance with the provisions of the Vienna Conventions or of any other applicable international instrument, beneficiaries of the authorisation to engage in a gainful occupation shall be subject to the taxation and social security regimes of the receiving State for all matters connected with their gainful occupation in that State.

ARTICLE 8

AMENDMENTS AND SUPPLEMENTS

This Agreement may be amended and supplemented at any time by a written agreement between the Parties. Any such agreement shall enter into force in a manner provided for in Article 11.

ARTICLE 9

DISPUTE SETTLEMENT

Any controversy with regard to the interpretation or application of the present Agreement shall be resolved through consultations and negotiations between the Parties.

ARTICLE 10

DURATION AND TERMINATION

This Agreement shall remain in force for an indefinite period, either Party being able to terminate it at any time by giving a six months' advance notice in writing to the other Party.

ARTICLE 11

ENTRY INTO FORCE

This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of the receipt of the last notification of the completion of the necessary domestic procedures through diplomatic channels.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives, duly authorised by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Brussels, on the 4th day of the month of December of the year 2018, in two original copies, each in the Armenian, French, Dutch and English languages. In case of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

FOR THE REPUBLIC OF ARMENIA:

**THE FEDERAL GOVERNMENT,
THE FLEMISH GOVERNMENT,
THE GOVERNMENT OF
THE WALLOON REGION,
THE GOVERNMENT OF
THE BRUSSELS-CAPITAL REGION,
THE GOVERNMENT OF THE
GERMAN-SPEAKING COMMUNITY,**



**Didier REYNDERS,
Minister of Foreign Affairs
and European Affairs**



**Zohrab MNATSAKANYAN,
Minister of Foreign Affairs**

ՀԱՄԱՁԱՅՆԱԳԻՐ

Բելգիայի Թագավորության և Հայաստանի Հանրապետության միջև
դիվանագիտական ներկայացուցչությունների և հյուպատոսական հիմնարկների
անձնակազմի ընտանիքի անդամների վարձատրվող աշխատանքի վերաբերյալ

ՀԱՄԱՁԱՅՆԱԳԻՐ

Բելգիայի Թագավորության և Հայաստանի Հանրապետության միջև
ղիվանագիտական ներկայացուցչությունների և հյուպատոսական հիմնարկների
անձնակազմի ընտանիքի անդամների վարձատրվող աշխատանքի վերաբերյալ

Բելգիայի Թագավորությունը՝ ի դեմս
Դաշնային կառավարության,
Ֆլամանդական կառավարության,
Վալոնիայի տարածաշրջանի կառավարության,
Բրյուսելի մայրաքաղաքային տարածաշրջանի կառավարության,
Գերմանախոս համայնքի կառավարության, և

Հայաստանի Հանրապետությունը՝ ի դեմս Հայաստանի Հանրապետության
Կառավարության, (այսուհետև՝ Կողմեր)

ցանկանալով բարելավել իրենց ղիվանագիտական
ներկայացուցչությունների և հյուպատոսական հիմնարկների անձնակազմի
ընտանիքների անդամների աշխատելու հնարավորությունները,
համաձայնեցին հետևյալի մասին.

Հոդված 1

Համաձայնագրի շրջանակը

Փոխադարձության սկզբունքի, միջազգային իրավունքի սահմանված նորմերի ու սկզբունքների և իրենց պետությունների ներպետական օրենսդրության հիման վրա Կողմերը համաձայնում են թույլատրել ուղարկող Պետության դիվանագիտական ներկայացուցչությունների և հյուպատոսական հիմնարկների անձնակազմի ընտանիքի համապատասխան անդամներին ընդունող Պետության տարածքում կատարել վարձատրվող աշխատանք:

Հոդված 2

Սահմանումներ

Սույն Համաձայնագրի նպատակների համար՝

1. «Դիվանագիտական ներկայացուցչությունների և հյուպատոսական հիմնարկների անձնակազմ» նշանակում է՝ ընդունող Պետությունում դիվանագիտական ներկայացուցչությունների և հյուպատոսական հիմնարկների կամ միջազգային կազմակերպություններին առընթեր մշտական ներկայացուցչությունների անդամներ, ինչպես սահմանված է 1961թ. Դիվանագիտական կապերի մասին և 1963թ. Հյուպատոսական կապերի մասին Վիեննայի կոնվենցիաների 1-ին հոդվածներով, այսուհետև՝ Վիեննայի կոնվենցիաներ:

2. «Ընտանիքի անդամ» նշանակում է.

a) ամուսին կամ դիվանագիտական ներկայացուցչությունների կամ հյուպատոսական հիմնարկների անձնակազմի անդամին ուղեկցող անձ, որը ճանաչվում է որպես այդպիսին ընդունող Պետության կողմից.

b) դիվանագիտական գործակալի կամ հյուպատոսական պաշտոնյայի՝ չամուսնացած, խնամքի տակ գտնվող մինչև տասնութ տարեկան երեխաներ:

3. «Վարձատրվող աշխատանք» նշանակում է՝ վարձատրվող աշխատանքի ցանկացած ձև՝ որպես ինքնաշխատ կամ որպես աշխատող:

Հոդված 3

Թույլտվություն

1. Վարձատրվող աշխատանքով զբաղվելու թույլտվությունը տրվում է ընդունող Պետության իշխանությունների կողմից՝ համաձայն այդ Պետության օրենքների ու կանոնակարգերի և սույն Համաձայնագրի դրույթներին համապատասխան:
2. Այդպիսի թույլտվությունը չի տարածվում ընդունող Պետության քաղաքացիների կամ նրա տարածքում մշտական բնակություն ունեցող անձանց վրա:
3. Եթե ընդունող Պետությունն այլ բան չի որոշում, թույլտվությունը չպետք է տրվի այն շահառուներին, ովքեր, ունենալով վարձատրվող աշխատանք, դադարում են դիվանագիտական ներկայացուցչության կամ հյուպատոսական հիմնարկի անձակագմի ընտանիքի մաս կազմելուց:
4. Թույլտվությունը պետք է գործի այն ժամկետի ընթացքում, որով դիվանագիտական ներկայացուցչության կամ հյուպատոսական հիմնարկի անձնակազմը նշանակված է ընդունող Պետության տարածքում ուղարկող Պետության դիվանագիտական ներկայացուցչությունում կամ հյուպատոսական հիմնարկում մինչև լիազորությունների ժամկետի ավարտը:

Հոդված 4

Ընթացակարգեր

1. Վարձատրվող աշխատանք կատարելու թույլտվության բոլոր դիմումները շահառուի անունից պետք է ուղարկվեն ուղարկող Պետության դեսպանության կողմից, համապատասխանաբար, Բելգիայի Թագավորության արտաքին առևտրի և զարգացման համագործակցության, արտաքին գործերի դաշնային հանրային ծառայության արարողակարգի բաժին կամ Հայաստանի Հանրապետության արտաքին գործերի նախարարության արարողակարգի ծառայություն:
2. 2-րդ հոդվածի սահմանումների շրջանակում ընտանիքի անդամ լինելը հավաստելուց և պաշտոնական հարցմանն ընթացք տալուց հետո ուղարկող Պետության դեսպանությունը տեղեկացվում է ընդունող Պետության արտաքին գործերի գերատեսչության կողմից, որ ընտանիքի անդամն ունի վարձատրվող աշխատանք կատարելու իրավունք:

3. Հաջորդող ընթացակարգերը պետք է իրականացվեն այնպես, որ թույլտվություն ստացած շահառուն հնարավորինս շուտ վարձատրվող աշխատանք կատարելու հնարավորություն ունենա: Աշխատանքի թույլտվությանը և ցանկացած այլ նմանատիպ ձևական պահանջին վերաբերող բոլոր պահանջները պետք է կատարվեն բարենպաստ կերպով:

4. Շահառուին վարձատրվող աշխատանք կատարելու թույլտվություն տալը չի ենթադրում անձնական բնութագրերին, մասնագիտական կամ այլ որակավորումներին վերաբերող որևէ իրավական կամ այլ պահանջներից ազատում, որոնք տվյալ անձը պետք է ունենա վարձատրվող աշխատանք կատարելու համար:

Հոդված 5

Քաղաքացիական և վարչական արտոնություններ և անձեռնմխելիություն

Այն դեպքերում, երբ վարձատրվող աշխատանք կատարելու թույլտվություն ունեցող շահառուն՝ Վիեննայի կոնվենցիաների կամ ցանկացած այլ կիրառելի միջազգային փաստաթղթի դրույթների համաձայն, օգտվում է ընդունող պետության քաղաքացիական և վարչական իրավագործության անձեռնմխելիությունից, այսպիսի անձեռնմխելիությունը չի տարածվում վարձատրվող աշխատանքի ընթացքում կատարված ցանկացած գործողության վրա և նրա վրա տարածվում է ընդունող Պետության քաղաքացիական կամ վարչական օրենսդրությունը: Ուղարկող Պետությունը պետք է հրաժարվի, այս դեպքերի հետ կապված, ցանկացած դատավճռի կատարման անձեռնմխելիությունից:

Հոդված 6

Քրեական անձեռնմխելիություն

Այն դեպքերում, երբ, Վիեննայի կոնվենցիաների կամ ցանկացած այլ կիրառելի միջազգային փաստաթղթի դրույթների համաձայն, վարձատրվող աշխատանք կատարելու թույլտվություն ստացած շահառուն օգտվում է ընդունող Պետության քրեական իրավագործության անձեռնմխելիությունից:

a) ուղարկող Պետությունը պետք է հրաժարվի թույլտվություն ստացած շահառուի՝ քրեական իրավագործության անձեռնմխելիությունից վարձատրվող աշխատանքից բխող ցանկացած գործողության կամ անգործության նկատմամբ բացի այն հատուկ դեպքերից, երբ ուղարկող Պետությունը գտնում է, որ նման հրաժարումը կարող է հակասել իր շահերին:

բ) քրեական իրավագործության անձեռնմխելիությունից այդպիսի հրաժարումը չպետք է մեկնաբանվի որպես դատավճռի իրականացումից անձեռնմխելիության վրա տարածում, որի համար կպահանջվի հատուկ հրաժարում: Նման հարցում ստանալու դեպքում ուղարկող Պետությունը պետք է լրջորեն դիտարկի ընդունող Պետության խնդրանքը:

Հոդված 7

Հարկումը և սոցիալական ապահովության ռեժիմները

Վիեննայի կոնվենցիաների կամ ցանկացած այլ կիրառելի միջազգային փաստաթղթի դրույթների համաձայն՝ վարձատրվող աշխատանք կատարելու թույլտվություն ստացած շահառուները ընդունող Պետությունում ենթակա են հարկման և սոցիալական ապահովության ռեժիմներին այդ Պետությունում իրենց վարձատրվող աշխատանքի հետ կապված բոլոր առումներով:

Հոդված 8

Փոփոխությունները և լրացումները

Սույն Համաձայնագիրը կարող է փոփոխվել և լրացվել ցանկացած ժամանակ՝ Կողմերի գրավոր համաձայնությամբ: Ցանկացած այդպիսի համաձայնություն ուժի մեջ կմտնի սույն Համաձայնագրի 11-րդ հոդվածով սահմանված կարգով:

Հոդված 9

Վեճերի լուծումը

Սույն Համաձայնագրի մեկնաբանման կամ կիրառման հետ կապված ցանկացած տարաձայնություն պետք է լուծվի Կողմերի միջև՝ խորհրդակցությունների և բանակցությունների միջոցով:

Հոդված 10

Տևողությունը և դադարեցումը

Սույն Համաձայնագիրը գործում է անորոշ ժամկետով: Կողմերից յուրաքանչյուրը կարող է այն դադարեցնել ցանկացած ժամանակ՝ վեց ամիս առաջ մյուս Կողմին գրավոր ծանուցելով:

Հոդված 11

Ուժի մեջ մտնելը

Սույն Համաձայնագիրն ուժի մեջ կմտնի անհրաժեշտ ներպետական ընթացակարգերն ավարտելու մասին վերջին ծանուցումը դիվանագիտական ուղիներով ստանալու օրվան հաջորդող երկրորդ ամսվա առաջին օրը:

Ի ՀԱՍՏԱՏՈՒՄՆ ՈՐԻ, ներքոստորագրյալները, պատշաճորեն լիազորված լինելով իրենց համապատասխան կառավարությունների կողմից, ստորագրեցին սույն Համաձայնագիրը:

Կատարված է Բրյուսել քաղաքում, 2018 թվականի դեկտեմբերի 4-ին, երկու բնօրինակով, յուրաքանչյուրը՝ ֆրանսերեն, հոլանդերեն, հայերեն և անգլերեն: Մեկնաբանության ժամանակ ցանկացած տարաձայնության դեպքում կգերակայի անգլերեն տեքստը:

Բելգիայի Թագավորության կողմից՝

Դաշնային կառավարություն,

Ֆլամանդական կառավարություն,

Վալոնիայի տարածաշրջանի

կառավարություն,

Բրյուսելի մայրաքաղաքային

տարածաշրջանի կառավարություն,

Գերմանախոս համայնքի

կառավարություն

Հայաստանի Հանրապետության կողմից՝

Դիդիեր ՌԵՅՆԴԵՐՍ
Արտաքին գործերի և Եվրոպական
հարցերով նախարար

Զոհրաբ ՄՆԱՅԱԿԱՆՅԱՆ
Արտաքին գործերի նախարար



COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT

Bruxelles,
Brussel

- 4 DEC. 2019

Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België